

En 1881, le commerce avait été de \$203,000,000 et en 1896, il s'était élevé à \$239,000,000. Durant ces quinze années le commerce du pays s'est accru de \$36,000,000. En 1903, le commerce du pays a été de \$466,000,000, c'est-à-dire que, durant nos sept années, nous avons gagné \$227,000,000, contre leur \$36,000,000, de 1881 à 1896. Ces chiffres ont été commentés dans toutes les parties du monde. Il y a un jour ou deux, j'ai lu dans le "Bankers Magazine" un article vantant la prospérité extraordinaire du Canada durant les dernières années. On l'a remarquée plus d'une fois dans la Grande-Bretagne. A la vérité, elle est presque incroyable. Enfin, un statisticien distingué a démontré que notre commerce *per capita* était plus considérable que celui de tout autre peuple. Il a prouvé que les dépôts dans les banques d'épargnes se sont élevés à près de \$500,000,000, et cela durant les sept dernières années, en dépit du fait que des sommes énormes avaient été placées dans diverses entreprises. Si les honorables sénateurs voulaient s'assurer du nombre de compagnies qui se sont constituées en corporation non seulement dans Ottawa, mais dans toute la province, ils seraient surpris et se demanderaient d'où peut venir autant d'argent. Cela prouve la richesse du Canada. L'année dernière, nous avons constitué en corporation une compagnie qui voulait faire des affaires au Mexique et avait été établie à la Nouvelle-Ecosse. Quand j'ai demandé aux promoteurs quel était son capital-actions, ils m'ont répondu qu'il était de \$17,000,000. Je leur ai demandé : Est-ce que le gouvernement du Mexique acceptera une charte canadienne ? Ils m'ont répondu : "Oh ! oui, tout ce que nous voulons c'est une charte". Cette compagnie—à la tête de laquelle se trouve, je crois, M. Ross, fait de bonnes affaires en développant le pays. Suivant la théorie de l'honorable sénateur, les exportations prouvent la richesse du pays, bien que le gouvernement dont il fut un des membres a toujours été incapable de mettre cette théorie en pratique, ses importations dépassant toujours ses exportations durant quatorze années consécutives. Or, en prenant toutes les exportations de produits de 1890 à 1896—et je lui donne le bénéfice des sept meilleures années qu'il a eues—toutes les exportations des produits domestiques, les produits de la ferme, de

Hon. M. SCOTT.

la forêt et de la pêche, ont été de \$694,000,000. Durant nos sept années nous avons vendu à l'étranger les mêmes produits au montant de \$1,162,000,000. Il y a toute cette différence. Il doit avoir été fait quelque chose qui explique cette différence. Ce n'est pas que le soleil ait brillé plus ardemment sur nous. Une forte impulsion doit avoir été donnée aux affaires. Il est impossible de concevoir que cela ait été purement accidentel, que cela soit arrivé sans que le gouvernement y ait coopéré de quelque façon. Mon honorable ami sourit. Je prendrai comme exemple un article en particulier. Quand j'ai fait autrefois partie du gouvernement, nous nous sommes efforcés, mes amis et moi, de développer le commerce du beurre dans la Grande-Bretagne, et nous avons élevé nos exportations à \$3,000,000. Les honorables messieurs qui nous ont succédé n'ont pas exercé pour ce produit la même sollicitude paternelle et les exportations tombèrent à \$800,000 durant la dernière année qu'ils étaient au pouvoir. Nous nous sommes occupés de nouveau de ce produit et nous l'avons protégé de diverses manières, que vous connaissez, et nous en avons élevé l'exportation à \$6,000,000. Les exportations du beurre seul, durant les dix années à venir, doubleront, ou même tripleront.

J'ai sous la main la "Gazette du Canada." Je croyais que les comptes publics étaient distribués ; ils auraient dû être déposés sur la table le jour de l'ouverture de la Chambre, parce qu'ils étaient imprimés ; mais j'ai la "Gazette du Canada." que chacun des honorables sénateurs peut lire. J'y vois que notre commerce durant les huit mois de l'année, qui finissent à la fin du mois dernier, est de \$55,000,000 plus élevé que la dernière année de l'ancien gouvernement. Voilà une preuve assez forte que quelque impulsion doit avoir été donnée au commerce du Canada. Que ce soit le discours de Laurier, ou le tarif de faveur, ou l'attention que nous avons attirée sur le Canada par les agents que nous avons envoyés à l'étranger, ou bien l'encouragement que nous avons donné de plusieurs manières au commerce—toutes choses qui ont, à mon avis, contribué à amener ce résultat—voilà les faits. L'honorable sénateur a donné des chiffres au sujet de la dette nette. Il est resté dans le vrai, si l'on tient compte de ces chiffres. En